

STAND UP AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE A PARIS, VENDREDI 18 MAI 2018

Déclaration

La communauté internationale a toujours préconisé la tenue d'élections comme solution de sortie de la crise politique chronique que traverse le Togo depuis des décennies et qui a resurgi depuis le 19 août 2017.

Qu'il s'agisse d'un appel lancé par l'Ambassadeur d'Allemagne au Togo à l'opposition togolaise pour qu'elle accepte d'aller aux élections dans les délais constitutionnels comme le martèle Mr Faure Gnassingbé, ou plutôt d'un souhait exprimé par le groupe dit des cinq ambassadeurs, de voir un compromis se dégager du dialogue politique en cours au Togo afin d'aller aux élections, TogoDebout Europe souhaite rappeler à la communauté internationale les faits suivants :

Bien que le régime RPT, ancien parti unique parti-Etat ait changé de dénomination pour s'appeler aujourd'hui UNIR, c'est ce même régime qui a :

- Tiré sur les manifestants pacifiques venus massivement souhaiter aux ministres Allemand et Français de la Coopération la bienvenue au Lomé en 1993 ;
- Abattu un diplomate allemand en poste au Togo ;
- Incendié l'Institut Goethe de Lomé parce qu'un Ministre qui a eu connaissance des massacres qui se préparaient et n'a pas voulu les cautionner s'est réfugié à l'ambassade d'Allemagne ;
- Massacré les populations togolaises (au moins 500 morts selon les Nations Unies) pour permettre à Mr Faure Gnassingbé, actuel Président de la République togolaise de prendre le pouvoir, au décès de son père, en violation de la constitution togolaise ;
- Organisé, pour légaliser les coups d'Etat militaire et constitutionnel, un coup de force électoral dont la contestation a été réprimée dans le sang ;
- Refusé depuis 2006, de mettre en œuvre, comme à l'accoutumée, l'Accord Politique Global qui a été signé pour faire oublier les "crimes imprescriptibles contre la nation togolaise » commis lors de cette succession dynastique sanglante.

Si nous rappelons ces « faits d'arme » du régime Gnassingbé à l'attention de la Chancelière Madame Angela MERKEL, c'est parce que Mr Christoph SANDER, Ambassadeur d'Allemagne au Togo ne les connaît peut-être pas.

C'est aussi parce que nous, Togolais de la diaspora, qui avons dû prendre massivement le chemin de l'exil à la suite des vagues de violations massives des droits de l'Homme perpétrées par le régime dictatorial dynastique au pouvoir au Togo depuis cinquante et un an, avons le devoir d'informer l'Allemagne et l'Union Européenne que peu de choses, ont en réalité changé au Togo. Cette dictature doit son retour en grâce sur la scène diplomatique internationale à un camouflage sous les oripeaux d'une démocratie, grâce à l'organisation d'élections frauduleuses d'un bout à l'autre du processus, avec l'aide d'institutions électorales mises en place pour perpétrer et valider la fraude, au plus haut niveau de l'Etat.

Togo Debout Europe s'insurge contre des appels lancés par la communauté internationale pour aller aux élections afin de résoudre la longue crise politique à rebondissements que le Togo traverse depuis des décennies. Car les mêmes solutions hypocrites, bancales et biaisées vers lesquelles les Togolais sont poussés depuis la transition démocratique de 1991 n'ont jamais marché, ne marchent pas et, nous le savons tous, ne marcheront jamais pour sortir le Togo de la férule de la dictature. Car si les élections étaient la solution, le Togo aurait été apaisé depuis les premières élections multipartites de 1993 que le Général d'armée Gnassingbé Eyadéma, le père, a prétendu avoir gagné.

Le problème du Togo réside dans le refus de l'alternance politique et dans la « monarchisation » frauduleuse d'une république, légalisée par la modification unilatérale par le régime RPT de la constitution que les togolais se sont démocratiquement donnée en Octobre 1992 .

Pour mettre fin à la dictature qui s'est installée au Togo, il faut :

- Revenir à la constitution originelle de 1992,
- Mettre en place des institutions indépendantes et surtout une justice digne de ce nom,
- Instituer une commission électorale réellement indépendante
- Permettre à de réels contre-pouvoirs de jouer leur rôle en toute indépendance, sans être sans cesse harcelés comme le sont la presse et les organisations de société civile qui veulent exercer librement leurs missions.

Il est temps que les ambassadeurs accrédités au Togo, et par la même occasion toute la communauté internationale prennent ses responsabilités pour aider le peuple togolais en lutte pour sa liberté à promouvoir au Togo l'application des règles démocratiques à tous les niveaux. Pour ce faire, la communauté internationale devrait arrêter tout soutien, direct ou indirect, au maintien de cette dictature.

C'est le sens de notre présence ici, aujourd'hui, comme celui de notre participation à la marche du 13 janvier 2018 à Berlin. Et nous rappelons ici l'appel lancé par TogoDebout Europe à Berlin, appel qui disait ceci :

**« 2018 doit marquer le début d'une ère nouvelle pour le Togo,
pour l'Afrique et pour les relations UA - UE**

Nous sommes ici, à Berlin ce 13 janvier 2018 pour tourner définitivement et résolument la page de cette sombre histoire du Togo et de l'Afrique ; Pour écrire ensemble, avec les partenaires européens, la nouvelle page de l'indépendance politique et du développement économique partagé.

Conjuguons nos forces et nos talents pour sauver du terrorisme d'Etat le Togo et les pays africains qui subissent le même sort que notre pays.

- ☞ *Face au drame que vivent les populations d'Afrique subsaharienne, en particulier celle du Togo, drame qui les contraint à la migration, à l'esclavage en Lybie, à la mort dans le désert ou en Méditerranée ;*
- ☞ *Face à la complaisance coupable de la communauté internationale qui soutient les dictatures, remparts prétendus contre l'immigration et le terrorisme, alors qu'elles sont en réalité la source profonde de ces fléaux.*

Ensemble disons :

- ***50 ans de dictature ... ça suffit !***
- ***Faure Gnassingbé doit partir maintenant !***
- ***NON aux dictatures qui jettent la jeunesse africaine sur les routes de l'exil !***
- ***NON à la monarchie anticonstitutionnelle au Togo, au Gabon et ailleurs en Afrique !***

Disons haut et fort que les peuples Africains veulent pouvoir disposer du libre choix de leurs dirigeants, de la bonne gouvernance et du mieux-être des populations. »

**TOGO DEBOUT ET MARCHE POUR TA LIBERTE
POUR QUE RENAISSANCE ENFIN LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE !**

Fait à Paris, le 18 mai 2018

Le Collectif Togo Debout Europe
Contact : +336 14 88 31 21